

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 4–8 juin 2012

PROJETS DE PROGRAMMES DE PAYS

**Point 8 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2012/8/2
10 mai 2012
ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET DE PROGRAMME DE PAYS LESOTHO 200369 (2013–2017)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODJ*: M. M. Darboe tél.: 066513-2201

Attachée de liaison principale, ODJ: Mme N. Hegazy tél.: 066513-3189

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe)

RÉSUMÉ

Les objectifs de développement énoncés par le Gouvernement dans sa politique Vision 2020 doivent être concrétisés au moyen du Plan national de développement stratégique 2012–2017. De manière générale, l'heure est à l'optimisme, mais le Lesotho est aux prises avec des problèmes de développement persistants, notamment une pauvreté chronique, une insécurité alimentaire généralisée, une forte incidence de la malnutrition et une prévalence du VIH de 23 pour cent – taux qui place le pays au troisième rang à l'échelle mondiale.

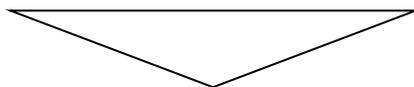
L'accès des ménages à la nourriture est compromis par la pauvreté chronique et les inégalités socioéconomiques. L'agriculture de subsistance reste le principal moyen d'existence de la plupart des Basotho, qui sont exposés à des conditions météorologiques de plus en plus instables et à la dégradation des terres. Ainsi, 514 000 personnes sont confrontées à l'insécurité alimentaire.

La dénutrition chronique entrave considérablement la réalisation du premier objectif du Millénaire pour le développement. La santé des mères et des enfants est menacée par la prévalence du retard de croissance, qui est de 39 pour cent, et le taux de carence en fer, qui s'établit à 47 pour cent; 56 pour cent des décès d'enfants de moins de 5 ans sont liés au VIH. Le Lesotho enregistre une prévalence de la tuberculose de 405 pour 100 000; 76 pour cent des personnes atteintes de la tuberculose présentent une co-infection à VIH.

Le programme de pays 200369 appuie les plans gouvernementaux et vise à lever certains obstacles à l'accomplissement des objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 4, 5, 6 et 7. Il consistera principalement à: i) renforcer la préparation aux chocs liés aux phénomènes météorologiques; ii) traiter les causes profondes de la vulnérabilité des populations les plus touchées par les crises; et iii) aider le Gouvernement à améliorer le bien-être nutritionnel et social des groupes vulnérables. Des activités combinées d'assistance alimentaire et de renforcement des capacités cibleront les enfants de moins de 5 ans dans les structures préscolaires, les femmes enceintes, les mères allaitantes, et les personnes vivant avec le VIH et la tuberculose.

Le programme de pays appuie les effets 4, 6, 7, 8 et 11 du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2013–2017) et les Objectifs stratégiques 2, 4 et 5 du PAM. Il marque une transition pour ce qui est du soutien apporté par le PAM au Lesotho, la priorité étant désormais donnée aux objectifs de développement plutôt qu'au redressement. L'assistance alimentaire assurée dans le cadre du programme de pays 200369 vise à aider le Gouvernement à mettre en place des solutions durables au problème de la faim.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil prend note du projet de programme de pays Lesotho 200369 (2013–2017) (WFP/EB.A/2012/8/2), lequel requiert 33 060 tonnes de produits alimentaires pour une valeur de 16,8 millions de dollars É.-U. et un coût total pour le PAM de 35,4 millions de dollars, et autorise le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations émises par le Conseil.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

1. Le Lesotho est un petit pays montagneux enclavé dans la République sud-africaine, qui compte 1,88 million d'habitants¹. Les trois quarts du territoire se trouvent à une altitude comprise entre 2 000 et 3 500 mètres, avec des plaines situées entre 1 400 et 2 000 mètres. Le Lesotho se place au 160^{ème} rang sur 187 pays selon l'Indice de développement humain².
2. Malgré la croissance économique de ces dernières années et les bons résultats obtenus dans le secteur de l'éducation, le Lesotho est aux prises avec des problèmes de développement persistants: pauvreté chronique, chômage élevé, insécurité alimentaire exacerbée par des chocs liés aux phénomènes météorologiques, malnutrition chronique se traduisant par une prévalence du retard de croissance de 39 pour cent, taux de carence en fer de 47 pour cent, et prévalence du VIH de 23 pour cent – celle-ci plaçant le pays au troisième rang à l'échelle mondiale.
3. En 2010, le produit intérieur brut (PIB) s'élevait à 2,3 milliards de dollars; le PIB par habitant était de 1 222 dollars³. C'est le secteur des services qui constitue la plus grande part du PIB; l'agriculture y contribue à hauteur de 7 pour cent, contre 12 pour cent en 2001. Le déclin du secteur agricole est principalement dû à la dégradation des conditions météorologiques, à la dépendance à l'égard d'importations bon marché et à la diminution des envois de fonds effectués par des migrants travaillant dans les mines en Afrique du Sud, un phénomène qui a réduit la capacité d'achat d'intrants agricoles. Néanmoins, avec 76 pour cent de la population tributaire de l'agriculture de subsistance, ce secteur reste important⁴.
4. Entre 2001 et 2010, la croissance du PIB s'est établie à 3,7 pour cent en moyenne par an³, mais la crise économique mondiale a eu de graves répercussions et les recettes reversées par l'Union douanière d'Afrique australe ont nettement diminué, tout comme la demande de textiles exportés du Lesotho.

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

5. Deux tiers des céréales consommées chaque année sont importés⁵, principalement d'Afrique du Sud. Parmi les facteurs qui nuisent à la production agricole figurent l'épuisement du sol, la sous-utilisation de l'eau disponible, le faible recours à l'irrigation, aux engrais, aux pesticides et aux semences hybrides, l'insuffisance des services de vulgarisation agricole tout comme l'infrastructure de commercialisation, l'accès limité des petits producteurs aux marchés, et la précarité du régime foncier. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que le Lesotho perd chaque année 2 pour cent de la couche arable de son territoire⁶.

¹ Bureau des statistiques du Lesotho, recensement de 2006.

² PNUD, 2011. *Rapport sur le développement humain*. New York.

³ Bureau des statistiques du Lesotho, 2011. *Statistical Report: National Accounts of Lesotho 2001–2010*. Maseru.

⁴ Rapport du Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Lesotho, 2011.

⁵ FAO. Situation de l'offre de céréales par rapport à la demande en Afrique subsaharienne, tableau disponible à l'adresse <http://www.fao.org/giews/english/ewi/cereals>.

⁶ FAO, 2008. *Lesotho National Adaptation Programme of Action*. Rome.

6. Le Lesotho connaît des conditions météorologiques très variables, qui impliquent certains risques pour l'agriculture, comme des sécheresses périodiques, des précipitations irrégulières, de fréquents et violents orages de grêle et des épisodes saisonniers de neige et de gel. De nombreux paysans pratiquant l'agriculture de subsistance sont vulnérables face à ces phénomènes météorologiques extrêmes.
7. D'autres facteurs compromettent l'accès des ménages à la nourriture: faibles revenus, problèmes de santé, prix élevés et instables des denrées alimentaires, absence de stratégies diversifiées de génération de revenus, et faiblesse des réseaux de soutien social conjuguée à la pandémie de VIH.
8. Le niveau de vie a considérablement décliné depuis 2008⁴. Au début de l'année 2011, des pluies exceptionnellement violentes ont fait de nombreuses victimes et se sont soldées par la perte de moyens de subsistance, des épidémies dues à la contamination de l'eau et la réduction de l'accès aux services de santé en raison de la fermeture des routes. Ces facteurs ont fragilisé la sécurité alimentaire dans les régions touchées par les intempéries; selon le Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Lesotho, plus de 500 000 personnes ont été exposées à l'insécurité alimentaire en 2011 ou le sont en 2012⁴.

Santé et nutrition

9. Au Lesotho, l'espérance de vie à la naissance est de 48 ans, ce qui le place à l'antépénultième rang des pays présentant un revenu par habitant similaire². Le système de soins de santé, déjà précaire, est rudement mis à contribution par la pandémie de VIH; la nature escarpée du territoire national et le manque de ressources humaines constituent des difficultés supplémentaires.
10. La prévalence du VIH au Lesotho est de 23 pour cent et reste l'une des principales causes de mortalité des adultes. En 2008, on estimait que 260 000 personnes vivaient avec le VIH, et que 126 000 d'entre elles avaient besoin d'une thérapie antirétrovirale. En 2010, 22 pour cent des décès d'hommes et de femmes étaient liés au sida, qui est également la principale cause indirecte de l'augmentation des infections tuberculeuses: le taux de co-infection s'élève à 76 pour cent⁷. Toujours en 2010, la couverture du traitement antirétroviral atteignait 58 pour cent, et celle de la prévention de la transmission de la mère à l'enfant, 80 pour cent.
11. La dénutrition est très répandue chez les enfants. Le taux de retard de croissance, qui est de 39 pour cent, est particulièrement préoccupant, tandis que la prévalence de l'insuffisance pondérale – 13 pour cent – est modérée⁸. Le taux de malnutrition aiguë est faible – 4 pour cent – mais le traitement se caractérise par une forte mortalité, peut-être due aux complications sous-jacentes liées au VIH. En 2010, 17 pour cent des décès d'enfants de moins de 12 ans ont été attribués à la dénutrition⁹.
12. La prévalence des carences en micronutriments est élevée: 47 pour cent des enfants de 6 à 59 mois et 26 pour cent des femmes de 15 à 49 ans sont anémiés. Les carences en fer sont à l'origine d'un décès maternel sur dix⁹. Veiller à ce que les enfants de 6 à 59 mois reçoivent suffisamment de vitamine A contribue efficacement à la survie des enfants. Le

⁷ Ministère de la santé et du bien-être social, 2011.

⁸ Enquête démographique et sanitaire, 2009. Organisation mondiale de la Santé, 1995. Un taux de retard de croissance de 30 à 39 pour cent est considéré comme une "prévalence élevée"; un taux d'insuffisance pondérale compris entre 10 et 19 pour cent correspond à une "prévalence moyenne". Valeurs limites retenues en matière de santé publique (www.who.int/nutgrowthdb/en).

⁹ Rapport d'examen annuel conjoint du Ministère de la santé et du bien-être social, 2011.

pourcentage d'enfants ayant bénéficié d'une supplémentation en vitamine A au cours des six derniers mois est allé de pair avec le niveau de richesse: de 24 pour cent dans le quintile de richesse le plus bas à 44 pour cent dans le quintile le plus élevé.

Éducation

13. Des progrès considérables ont été accomplis dans le secteur de l'éducation ces dernières années, et le programme d'alimentation scolaire a contribué à attirer et à retenir davantage d'enfants dans les établissements⁹. Les taux d'inscription et de fréquentation dans les petites classes du primaire ont nettement augmenté après que le Gouvernement a institué la gratuité de l'éducation primaire. Cependant, les taux de redoublement sont élevés: 22 pour cent des écoliers redoublent dans le cycle primaire, en particulier les premières années; 15 pour cent des enfants d'âge scolaire, surtout des garçons, ne sont pas scolarisés. Malgré la gratuité de l'éducation, de nombreux ménages pauvres ne peuvent faire face aux frais connexes: le taux d'inscription dans les structures préscolaires n'est que de 33 pour cent, les taux nets d'inscription étant de 23 pour cent pour les filles et de 21 pour cent pour les garçons.

Politiques du Gouvernement

14. Le Gouvernement a présenté ses objectifs de développement dans un document de politique nationale intitulé Vision 2020, qui est mis en application au moyen du Plan national de développement stratégique 2013–2017. Les grandes priorités sont la santé, la nutrition, la lutte contre le VIH, la réduction des risques de catastrophe, la protection sociale et le renforcement des compétences.
15. L'intégration de la réduction des risques de catastrophe est devenue une priorité nationale: un projet de politique nationale dans ce domaine a été élaboré en 2009 et le Plan d'action pour la sécurité alimentaire (2007–2017) souligne la nécessité de renforcer la capacité du système national d'alerte rapide et de relier celui-ci au Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Lesotho afin d'améliorer la préparation aux chocs liés aux phénomènes météorologiques, en particulier en matière de sécurité alimentaire.
16. La Politique de sécurité alimentaire (2005) et le Plan d'action pour la sécurité alimentaire (2007–2017) du Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire sont axés sur l'amélioration des infrastructures de commercialisation et l'instauration de conditions propices à l'investissement au profit de l'agriculture commerciale; en outre, ils appuient les petits exploitants et remédient au problème de l'utilisation non durable des terres. Le Lesotho a lancé son programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine en mai 2011.
17. Le Plan stratégique pour le secteur de l'éducation (2005–2015) vise à élargir l'accès à l'éducation de base et à renforcer la protection et le développement intégrés de la petite enfance, présentés comme des fondements du développement humain et de la formation tout au long de la vie. Le Ministère de l'éducation et de la formation supervise et appuie le système d'éducation préscolaire, qui est régi par une stratégie nationale menée dans le cadre de la protection et du développement intégrés de la petite enfance.
18. Parmi les services du Cabinet du Premier Ministre figure le Bureau de coordination de l'alimentation et de la nutrition, qui organise les politiques et les activités nationales dans le domaine de la nutrition. Une politique nationale en la matière a été rédigée en 2011, et un nouveau plan stratégique de lutte contre le VIH et le sida pour 2012 et au-delà a été présenté en 2011.

COOPÉRATION PASSÉE ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS

19. Depuis trente ans, le PAM renforce sa coopération avec les organismes des Nations Unies, le Gouvernement et les organisations non gouvernementales (ONG) partenaires. Deux projets de développement menés dans les domaines de l'éducation et de la nutrition (2011–2012)¹⁰ ont permis d'enraciner les partenariats du PAM et d'impliquer les partenaires à tous les niveaux, pour faire en sorte que les objectifs des programmes du PAM soient atteints en exploitant les complémentarités existant avec des activités et des institutions similaires.
20. Depuis 2002, les programmes du PAM comprennent des interventions de secours et de redressement de grande envergure, menées pour faire face à la triple menace que constituent l'insécurité alimentaire, la faiblesse de la gouvernance et la prévalence du VIH. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 105990, dernière en date, était axée sur la protection sociale, en particulier pour répondre aux besoins des ménages et des communautés touchés par le VIH.
21. Un programme conjoint d'appui à la nutrition des Nations Unies a été lancé en 2010 à la suite de la conclusion d'un accord entre le Gouvernement, des ONG et des organismes des Nations Unies pour remédier à la médiocrité des résultats des services de récupération nutritionnelle et aux niveaux élevés de carences en micronutriments et de malnutrition chronique. L'objectif de ce programme est d'aider le Lesotho à atteindre les cibles associées aux objectifs du Millénaire pour le développement, à améliorer les connaissances et l'information sur les problèmes nutritionnels, et à renforcer la capacité du Gouvernement de planifier et de gérer des programmes de nutrition. La décentralisation des services de l'État devrait avoir une incidence favorable sur la gestion des services de santé et l'intégration de nouvelles activités de nutrition. Au vu des capacités actuelles, qui sont limitées, et des changements à l'œuvre, il est toutefois recommandé d'opter pour une approche progressive.
22. L'aide offerte par le PAM dans le secteur de l'éducation a été jusqu'à présent axée sur les écoles primaires. L'assistance alimentaire a été utilisée pour inciter les enfants défavorisés à aller à l'école et a permis d'améliorer les taux de fréquentation scolaire et le maintien des acquis. Le PAM a également contribué à l'élaboration du programme national de repas scolaires. Le Gouvernement se fondera sur une évaluation de l'alimentation scolaire réalisée en 2009 pour établir un programme pour les écoles primaires, sur le modèle de ce que fait le PAM; il externalisera les services de restauration, pour lesquels un crédit budgétaire a été ouvert¹¹. Le Ministère de l'éducation et de la formation a demandé au PAM d'être le prestataire de services à partir de 2013, sur la base du recouvrement intégral des coûts; pour ce, un accord bilatéral distinct sera conclu. L'alimentation dans les écoles maternelles continue d'être en grande partie assurée par les communautés, et le Gouvernement a l'intention de l'intégrer dans le budget national.

¹⁰ Projet de développement Lesotho 200169; Projet de développement Lesotho 200199 – Programme de repas scolaires.

¹¹ Ministère de l'éducation et de la formation, 2011. *School Feeding Outsourcing Study*. Maseru.

ORIENTATION STRATÉGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS

23. Les objectifs à long terme du programme de pays 200369 sont les suivants: i) renforcer la capacité de résistance et de réaction face aux crises qui portent atteinte à la sécurité alimentaire; et ii) améliorer le bien-être nutritionnel et social des groupes vulnérables. Ces objectifs sont conformes aux Objectifs stratégiques 2, 4 et 5¹²; ils contribuent également aux effets 4, 6, 7, 8 et 11 du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) (2013–2017)¹³ et aux objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 4, 5, 6 et 7¹⁴.
24. Le programme de pays 200369 vise à:
- améliorer la sécurité alimentaire grâce à des mesures destinées à réduire les risques associés aux catastrophes naturelles (Objectif stratégique 2);
 - appuyer le développement humain et augmenter le taux de scolarisation en maternelle (Objectifs stratégiques 4 et 5); et
 - renforcer les capacités socioéconomiques en investissant dans le bien-être physique des personnes, en allégeant la charge des soins de santé et le poids économique associés aux maladies chroniques, et en améliorant l'état nutritionnel des populations (Objectifs stratégiques 4 et 5).
25. La mise en œuvre se fera à deux niveaux: i) celui des bénéficiaires, en veillant à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des plus vulnérables et en s'employant à améliorer celle-ci, de sorte que ces personnes puissent disposer d'un capital social et d'avoirs matériels durables; et ii) celui des systèmes, en élaborant des modèles et en renforçant les capacités locales afin de favoriser l'établissement de systèmes nationaux viables d'assistance alimentaire et de nutrition.
26. Tirant parti des atouts et de l'expérience du PAM, le programme de pays 200369 réorientera progressivement le soutien apporté par le PAM:
- du redressement au développement: le programme de pays quinquennal donne suite à la transition opérée dans le cadre d'IPSR précédentes, consistant à accorder moins d'importance aux secours et au redressement pour privilégier les objectifs de développement et s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle;
 - de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire: au cours de la mise en œuvre du programme de pays, le PAM prévoit de développer les modalités de transfert de revenus afin d'y inclure les espèces ou les bons; des études de marché et de faisabilité ont été lancées à cet égard; et
 - vers l'élaboration de solutions durables en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, prises en main et gérées au niveau national.

¹² Objectifs stratégiques: 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition; et 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

¹³ Voir l'annexe II.

¹⁴ Objectifs du Millénaire pour le développement: 1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim; 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous; 4 – Réduire la mortalité infantile et post-infantile; 5 – Améliorer la santé maternelle; 6 – Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies; 7 – Préserver l'environnement.

27. Le programme de pays ciblera les populations des districts les plus vulnérables, notamment les districts montagneux reculés, la vallée du fleuve Senqu et les plaines du sud qui présentent de fortes concentrations de ménages en situation d'insécurité alimentaire et où la malnutrition est chronique. L'identification et le ciblage des bénéficiaires seront effectués à partir d'évaluations rigoureuses qui viseront à déterminer le niveau de vulnérabilité et à éviter les erreurs d'inclusion et d'exclusion. Le PAM fera participer les communautés et les institutions à ces processus.

TABLEAU 1. VENTILATION DES BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE (moyenne annuelle)			
	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total
Composante 1 – Renforcement de la capacité de résistance et de réaction grâce à la réduction des risques de catastrophe	4 000	6 000	10 000
Composante 2 – Appui à l'éducation préscolaire	24 080	25 920	50 000
Composante 3 – Appui à la nutrition et à la lutte contre le VIH			
Soins – Malnutrition aiguë modérée: personnes vivant avec le VIH et la tuberculose	3 360	3 640	7 000
Soins – Malnutrition aiguë modérée: femmes enceintes et mères allaitantes	–	1 900	1 900
Soins – Malnutrition aiguë modérée: enfants de 6 à 59 mois	1 800	1 800	3 600
Prévention – Retard de croissance: enfants de 6 à 24 mois	12 000	12 000	24 000
Prévention – Retard de croissance: femmes enceintes et mères allaitantes	–	18 000	18 000
Soutien: Patients sous traitement antirétroviral et sous traitement antituberculeux DOTS* ayant récupéré, ainsi que leur ménage	4 808	5 192	10 000
TOTAL	50 048	74 452	124 500

* Traitement de brève durée sous surveillance directe.

Composante 1 – Renforcement de la capacité de résistance et de réaction grâce à la réduction des risques de catastrophe

28. Le PAM travaillera aux côtés des ministères et de la FAO pour appuyer l'élaboration du système d'alerte rapide, afin de veiller à ce qu'un système d'information efficace sur la sécurité alimentaire soit mis en place.
29. Pour renforcer la résilience des paysans face aux chocs, le PAM appuiera des stratégies de subsistance destinées à augmenter les revenus, comme la diversification des entreprises agricoles et la promotion de perspectives d'emplois non agricoles. Pour y parvenir, il mettra en place des activités Vivres contre travail et Vivres pour la formation axées sur le

reboisement et la conservation des sols et de l'eau, conformément à l'approche de gestion intégrée des bassins versants adoptée par le Ministère des forêts et de la mise en valeur des terres. Le principe directeur de toutes ces activités sera la planification participative à l'échelle communautaire de l'aménagement des bassins versants, que le PAM a élaborée et expérimentée avec succès¹⁵.

30. L'assistance alimentaire encouragera les bénéficiaires à participer à la réduction des risques de catastrophe et améliorera la sécurité alimentaire des ménages. Sa durée variera en fonction du type d'activités et de considérations saisonnières. Une programmation commune avec la FAO et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) permettra d'avoir un impact maximum.
31. Le ciblage géographique reposera sur l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité réalisées par le Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Lesotho, et la priorité sera donnée aux six districts du pays qui sont le plus touchés par l'insécurité alimentaire. Les bénéficiaires seront sélectionnés en procédant à un ciblage au niveau communautaire et en utilisant des indicateurs d'insécurité alimentaire. Seront susceptibles d'être retenus les ménages qui disposent d'un accès limité à la terre et n'ont aucune autre source de revenus, ceux qui ne possèdent pas de bétail et ceux qui comptent peu de membres actifs. Le PAM et ses partenaires procéderont à des vérifications aléatoires pour s'assurer que les ménages les plus vulnérables sont sélectionnés.

Composante 2 – Appui à l'éducation préscolaire

32. Dans le cadre du programme de pays 200369, le PAM se concentrera sur les écoles maternelles, conformément aux recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours du programme de repas scolaires réalisée en 2009 et à ce qu'a demandé le Gouvernement.
33. Les enfants d'âge préscolaire recevront une bouillie le matin et un repas le midi, l'objectif étant de leur donner plus d'énergie et de renforcer leur capacité d'apprentissage. Les repas permettent également d'atténuer les carences en micronutriments. Ces mesures devraient faire augmenter les taux de scolarisation et permettre de mieux préparer les enfants à l'enseignement primaire. Le Gouvernement accorde des bourses pour aider les ménages pauvres à payer les frais de scolarité.
34. Le PAM continuera d'appuyer le renforcement des capacités en matière de suivi et de surveillance des vivres destinés à l'alimentation scolaire aux niveaux préscolaire et primaire.

Composante 3 – Appui à la nutrition et à la lutte contre le VIH

35. Dans le cadre du programme conjoint d'appui à la nutrition des Nations Unies, le PAM aidera le Ministère de la santé et du bien-être social à améliorer les services de récupération nutritionnelle, en assurant une supplémentation alimentaire au profit des enfants, des femmes enceintes, des mères allaitantes et des patients sous traitements antirétroviral et antituberculeux souffrant de malnutrition modérée. Ces activités suivront le protocole national de gestion intégrée de la malnutrition aiguë; des critères anthropométriques seront utilisés pour déterminer le début et la fin de la prise en charge.

¹⁵ Le programme de gestion des ressources environnementales en vue de favoriser la transition vers des moyens de subsistance durables (MERET), mené conjointement par le Gouvernement éthiopien et le PAM, fait participer les communautés chroniquement touchées par l'insécurité alimentaire à des activités de remise en état de l'environnement et de génération de revenus durables qui améliorent les moyens de subsistance.

36. Dans le cadre du programme conjoint d'appui à la nutrition des Nations Unies, on continuera de rechercher des méthodes pour lutter contre le retard de croissance; le PAM assurera une supplémentation alimentaire au profit des enfants de moins de 2 ans souffrant de malnutrition modérée ainsi que des femmes enceintes et des mères allaitantes pour atténuer le risque de troubles de croissance durant la saison de soudure, de janvier à mars; parallèlement, l'assistance alimentaire favorisera l'adoption de bonnes pratiques d'alimentation des mères, des nourrissons et des jeunes enfants. En outre, le programme conjoint, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la FAO, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida et l'Organisation mondiale de la Santé, promouvra une évolution globale des comportements, assurera le suivi de la croissance et encouragera celle-ci, et appuiera la supplémentation en micronutriments et la diversification des régimes alimentaires.
37. La mobilisation des communautés et les partenariats établis avec des agents de santé dans les villages permettront de mieux faire connaître les bonnes pratiques de nutrition et les comportements sains, et d'encourager la fréquentation des centres de soins. L'assistance alimentaire destinée aux ménages comprenant des patients sous traitements antirétroviral et DOTS en voie de récupération offre la possibilité de rétablir leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'encourager les patients à poursuivre leur traitement et de protéger ceux-ci contre certains risques sanitaires et nutritionnels.

**TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE, PAR COMPOSANTE
(g/personne/jour)**

	Composante 1	Composante 2	Composante 3					Ration familiale
			Soins – Malnutrition aiguë modérée			Prévention – Retard de croissance		
			Participants aux activités Vivres contre travail*	Enfants d'âge préscolaire	PVVIH** Patients tuberculeux	Femmes enceintes/ mères allaitantes	Enfants de 6 à 59 mois	
Farine de maïs enrichie	400	120	–	–	–	–	–	200
Légumes secs	60	25	–	–	–	–	–	60
Huile	20	15	–	–	–	–	–	20
Supercereal	0	60	333	333	333	333	333	–
TOTAL	480	220	333	333	333	333	333	280
Total kcal/jour	1 842	877	1 252	1 252	1 252	1 252	1 252	1 078
% de kcal d'origine protéique	10	–	16	16	16	16	16	12
% de kcal d'origine lipidique	13	–	19	19	19	19	19	24
Nombre de jours d'alimentation par an	120	180	120	120	120	90	90	365

* Ration familiale pour un ménage de 5 personnes.

** Personne vivant avec le VIH.

Rations

38. L'assortiment alimentaire a été défini compte tenu de facteurs nutritionnels et de l'acceptabilité des vivres pour les bénéficiaires; la farine de maïs est le principal aliment de base. Dans le cadre de la composante 2, le PAM fournira une combinaison d'aliments de base et de Supercereal, afin de couvrir une part importante des besoins en macronutriments et en micronutriments.
39. Vu l'importance que revêt le fait de fournir les bons aliments au moment voulu, le Ministère de la santé et du bien-être social a demandé un délai supplémentaire pour renforcer les capacités institutionnelles, opérationnelles et humaines, et pour déterminer l'acceptabilité de produits nutritionnels comme le Supercereal et les suppléments prêts à consommer avant de les utiliser. Dans le cadre de la composante 3, le PAM fournira dans un premier temps du Supercereal, puis ajustera la composition de la ration afin d'y faire figurer des produits nutritionnels améliorés au cours des deux premières années du programme de pays 200369. L'enrichissement des aliments au niveau national et la production locale de suppléments nutritionnels sont à l'étude, le but étant de renforcer la prise en charge des activités par le pays.
40. Selon une étude récente, la plupart des ménages ont accès à des marchés stables, mais les coûts associés à l'utilisation de transferts monétaires ou de bons risquent d'excéder ceux des transferts de vivres. Le PAM examine actuellement les rapports coût-efficience et coût-efficacité des transferts monétaires et des bons, et il élaborera une stratégie pour avoir recours à ces modalités dans le cadre du programme de pays 200369 en exploitant les possibilités qu'elles offrent s'agissant d'appuyer l'économie locale.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS ALIMENTAIRES, PAR COMPOSANTE (en tonnes)

	Composante 1	Composante 2	Composante 3					Total*	
			Soins – Malnutrition aiguë modérée			Prévention – Retard de croissance			Soutien
	Ration familiale	Enfants d'âge préscolaire	PVVIH, patients tuberculeux	Femmes enceintes/ mères allaitantes	Enfants de 6 à 59 mois	Enfants de 6 à 24 mois	Femmes enceintes/ mères allaitantes	Ration familiale	
Farine de maïs (enrichie)	3 600	5 400	–	–	–	–	–	720	9 720
Légumes secs	540	1 126	–	–	–	–	–	216	1 883
Huile végétale (enrichie)	180	674	–	–	–	–	–	72	927
Supercereal	–	2 700	4 200	1 140	2 160	3 600	2 700	–	16 500
TOTAL	4 320	9 900	4 200	1 140	2 260	3 600	2 700	5 040	33 060

* Les chiffres ont été arrondis.

Partenariats, renforcement des capacités et prise en charge par le pays

41. Les partenaires du PAM seront les ministères de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, des forêts et de la mise en valeur des terres, de l'éducation, et de la santé et du bien-être social. L'Autorité chargée de la gestion des catastrophes, le Bureau de coordination de l'alimentation et de la nutrition et l'Unité de gestion des produits alimentaires, qui relèvent du Cabinet du Premier Ministre, participeront à la coordination

des activités. Le PAM s'associera à d'autres organismes des Nations Unies et à des ONG pour former de nouveaux partenariats opérationnels et techniques, en tirant parti des possibilités offertes par l'initiative Unis dans l'action, dans laquelle le Lesotho s'est engagé.

42. Avec les homologues gouvernementaux, le PAM s'emploiera à renforcer les capacités institutionnelles en vue de transférer au pays la responsabilité des solutions au problème de la faim. Le renforcement des capacités s'appuiera sur les meilleures pratiques documentées et les enseignements tirés de l'expérience:
- Sensibilisation. L'appui technique et le partage des connaissances permettront de veiller à la bonne compréhension du problème de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et de ses causes.
 - Élaboration de modèles de programmes. Le PAM établira des modèles d'interventions destinés à être reproduits et transposés à une plus grande échelle par les homologues.
 - Développement institutionnel. Le PAM déterminera comment renforcer les structures nationales chargées, aux niveaux central, secondaire et communautaire, de suivre et d'analyser les données relatives à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.
 - Transfert des responsabilités. Le PAM appuiera le renforcement des capacités du Gouvernement, conformément à ce qui lui aura été demandé, et il définira des stratégies communes de transition vers une gestion des programmes prise en main par le pays.

GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION DU PROGRAMME

43. Le PAM entend: i) appuyer la gestion du programme et la filière d'approvisionnement; ii) fournir des indications techniques et des données de référence et définir des effets directs pour chaque composante; et iii) veiller à ce que le suivi et les évaluations soient réalisés de manière rigoureuse. Ses engagements renforcés en faveur des femmes continueront de faire partie intégrante de ses activités.
44. Le Ministère de l'éducation et de la formation sera responsable de la coordination des activités éducatives et le Ministère de la santé et du bien-être social sera chargé de mettre en œuvre les activités liées à la nutrition. Le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, le Ministère des forêts et de la mise en valeur des terres et l'Autorité chargée de la gestion des catastrophes collaboreront à la réduction des risques de catastrophe.
45. Le PAM continuera d'étudier la possibilité d'acheter localement les vivres nécessaires à l'exécution du programme de pays 200369. L'initiative visant à développer l'agriculture de conservation¹⁶ devrait normalement tirer parti de la coopération passée et permettre aux paysans de produire des excédents qui pourront être achetés par le PAM.

¹⁶ L'agriculture de conservation repose sur la réduction du bouleversement du sol, le maintien d'un couvert végétal permanent et la promotion de la rotation des cultures. Ce mode de culture, qui accorde une attention particulière aux effets de la dégradation, de l'érosion et du changement climatique, est mis en avant dans le Plan d'action du Gouvernement pour la sécurité alimentaire.

Dispositions logistiques

46. Les produits alimentaires achetés sur le marché international transiteront par Durban, en Afrique du Sud, et seront acheminés par camion au Lesotho, par le pont de Maseru. Ceux achetés sur les marchés régionaux et locaux seront transportés jusqu'à l'entrepôt de transbordement de Maseru, en vue de leur acheminement jusqu'aux points de livraison avancés grâce aux moyens dont dispose l'Unité de gestion des produits alimentaires. Le Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits sera utilisé pour établir des rapports par district par l'intermédiaire du PAM.

Suivi et évaluation

47. Aux fins de l'atténuation des risques, de l'apprentissage et du respect de l'obligation de rendre des comptes, le suivi et l'évaluation seront adaptés aux différents types d'activités. Une boîte à outils en la matière sera conçue pour chaque composante.
48. Un cadre de suivi destiné à la composante relative à la réduction des risques de catastrophe permettra aux partenaires d'alimenter une base de données centrale gérée par le Ministère des forêts et de la mise en valeur des terres. Les partenaires partageront la responsabilité de la collecte des données; le PAM appuiera l'analyse des données et la communication des informations.
49. Les données sur les résultats des activités d'éducation seront recueillies par les écoles au moyen de formulaires de compte rendu remplis chaque mois. Les responsables du programme seront tenus informés grâce au suivi mensuel assuré conjointement par le PAM et le Ministère de l'éducation et de la formation et aux rapports de suivi établis chaque trimestre.
50. Le PAM continuera de préconiser la prise en compte d'indicateurs se rapportant à la nutrition dans le système national d'information de gestion en matière de santé, et il collaborera avec l'UNICEF pour améliorer le système national de surveillance nutritionnelle sous la houlette du Bureau de coordination de l'alimentation et de la nutrition. Des études seront consacrées aux causes de la malnutrition aiguë et chronique et à l'efficacité des interventions menées, dans l'objectif d'ajuster les programmes.
51. Le PAM rendra compte de l'impact de l'assistance alimentaire en suivant une approche fondée sur la gestion axée sur les résultats. Une enquête de surveillance des communautés et des ménages sera menée deux fois par an aux fins du suivi post-distribution, afin de démontrer l'efficacité et l'efficacité de l'assistance fournie. Seront également réalisées des enquêtes de référence et de fin de programme pour chaque composante, ainsi qu'une évaluation à mi-parcours.

Risques et mesures d'atténuation

⇒ *Risques contextuels*

52. Le Lesotho est exposé à la sécheresse et aux inondations: si le Gouvernement devait demander une assistance alimentaire, le PAM pourrait lancer une opération d'urgence.

⇒ *Risques programmatiques*

53. À la suite d'une analyse menée pour déterminer les moyens faisant défaut, les capacités et connaissances techniques en matière de sensibilisation, de nutrition et de suivi et d'évaluation seront renforcées dans le bureau de pays. Le PAM exploitera les compétences techniques et les ressources d'autres organismes des Nations Unies pour mener des activités complémentaires de renforcement des capacités dans le cadre de l'initiative Unis dans l'action. Une sélection rigoureuse des ONG partenaires permettra d'accéder aux compétences et aux capacités les plus pertinentes.

⇒ *Risques institutionnels*

54. Compte tenu de l'amélioration de la sécurité alimentaire nationale et de la notoriété du PAM en tant qu'organisme d'aide alimentaire, le passage à l'assistance alimentaire risque de ne pas être bien compris par toutes les parties prenantes; une stratégie sera élaborée pour bien expliquer cette évolution. Ce risque devrait diminuer à mesure que le repositionnement du PAM sera expliqué et que les résultats deviendront évidents.

ANNEXE I-A

RÉSUMÉ DU BUDGET (en dollars)				
	Composante 1	Composante 2	Composante 3	Total
Produits alimentaires (en tonnes) ¹	4 320	9 900	18 840	33 060
Produits alimentaires (en dollars)	1 981 782	5 028 453	9 770 262	16 780 497
Total par composante	1 981 800	5 028 480	9 770 280	16 780 560
Transport extérieur				1 436 570
Transport terrestre, entreposage et manutention				4 672 370
<i>Transport terrestre, entreposage et manutention (coût par tonne)</i>				141,33
Autres coûts opérationnels directs				3 636 215
Total des coûts opérationnels directs				33 103 932
Coûts d'appui directs ²				6 578 217
Coûts d'appui indirects ³				2 317 275
COÛT TOTAL POUR LE PAM				35 421 207

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national	950 000
Personnel local – agents des services généraux	3 130 000
Voyages officiels du personnel	474 000
Total partiel	4 554 000
Dépenses récurrentes	
Location des locaux	228 678
Charges (électricité, etc.)	123 719
Fournitures de bureau et petit matériel	101 404
Communications	177 290
Réparation et entretien du matériel	84 824
Exploitation et entretien des véhicules	374 997
Prestations de services d'organismes des Nations Unies	126 305
Total partiel	1 217 117
Dépenses de matériel et d'équipement	
Location de véhicules	663 000
Matériel de communication	70 000
Dépenses locales de sécurité	74 000
Total partiel	807 000
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	6 578 217

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Effets du PNUAD¹ Effet 4: En 2017, le Lesotho recourt à des pratiques de gestion de l'environnement qui contribuent à l'instauration d'une économie et d'une société capables de s'adapter au climat et émettant peu de carbone, à la conservation et à la gestion des ressources naturelles, et à la réduction de la vulnérabilité face aux catastrophes.	Indicateurs d'effet du PNUAD	
Effet 6: En 2017, les populations vulnérables bénéficient d'un accès équitable à des interventions sanitaires et nutritionnelles peu coûteuses et à fort impact, et utilisent ces services.		
Effet 7: En 2017, les élèves de tous niveaux disposent d'un accès équitable à une éducation et à une formation pertinentes et de qualité.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux net de scolarisation à chaque niveau, ventilé par sexe ➤ Nombre d'élèves par enseignant qualifié à chaque niveau 	Des enseignants qualifiés et des ressources sont disponibles à tous les niveaux d'éducation du système d'éducation
Effet 8: En 2017, les institutions nationales (publiques et privées) assurent des services de qualité, ce qui contribue à la croissance du secteur agricole.		
Effet 11: En 2017, toutes les personnes vivant avec le VIH qui remplissent les conditions requises pour recevoir un traitement antirétroviral bénéficient d'un traitement, de soins et d'un soutien en fonction de leurs besoins.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH et remplissant les conditions requises qui reçoivent un appui nutritionnel 	Des ressources humaines adéquates sont disponibles pour dispenser les traitements et assurer les soins et les activités d'appui en matière de lutte contre le VIH



¹ Le PNUAD est en cours de finalisation.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Composante 1: Renforcement de la capacité de résistance et de réaction grâce à la réduction des risques de catastrophe		
Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets		
Effet direct 1 Mise en place et amélioration de systèmes d'alerte rapide, de plans d'intervention en cas d'urgence et de systèmes de suivi de la sécurité alimentaire, avec l'appui du PAM pour ce qui est du renforcement des capacités.	➤ Indice de préparation aux catastrophes Cible: 7	La coordination interministérielle est limitée, ce qui entraîne une prise en charge partielle des activités L'Autorité chargée de la gestion des catastrophes conduit efficacement les opérations et le Gouvernement assure un appui budgétaire
Produit 1.1 Mesures d'atténuation des effets des catastrophes en place, avec l'appui du PAM pour ce qui est du renforcement des capacités.	➤ Systèmes de réduction des risques, de préparation aux catastrophes et d'atténuation de leurs effets mis en place, par type – systèmes d'alerte rapide, plans d'intervention en cas d'urgence et systèmes de suivi de la sécurité alimentaire Cible: 80 %	Le financement est inadéquat Toutes les parties prenantes s'impliquent, notamment les ONG et les institutions gouvernementales
Effet direct 2 Au cours de la période d'assistance, adéquation de la consommation alimentaire pour les ménages ciblés exposés à la faim aiguë.	➤ Score de consommation alimentaire des ménages Cible: 35	Le financement est inadéquat
Produit 2.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité, espèces et bons distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons ciblés	➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires, des articles non alimentaires, des espèces et des bons, par catégorie, activité et modalité de transfert, par rapport aux chiffres prévus Cible: 10 000	La filière d'approvisionnement connaît des ruptures prolongées, dues à un financement inadéquat
Effet direct 3 Réduction du risque de catastrophe dans les communautés ciblées	➤ Score des communautés en termes d'avoirs Cible: 80 %	Les communautés ne participent pas suffisamment La coordination est efficace entre les parties prenantes
Produit 3.1 Avoirs permettant d'atténuer les effets des catastrophes créés ou restaurés par les communautés ciblées	➤ Avoirs permettant de réduire les risques ou d'atténuer les effets des catastrophes créés ou restaurés, par type et unité de mesure – superficie protégée/aménagée (en hectares), nombre d'arbres plantés, barrages construits Cible: 80 %	La coordination interministérielle est limitée, ce qui entraîne une prise en charge partielle des activités L'Autorité chargée de la gestion des catastrophes conduit efficacement les opérations et le Gouvernement assure un appui budgétaire



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Composante 2: Appui à l'éducation préscolaire		
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effet direct 4 Amélioration de l'accès à l'éducation et mise en valeur du capital humain dans les écoles aidées par le PAM	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux annuel moyen d'évolution du nombre d'enfants inscrits dans les structures préscolaires appuyées par le PAM Cible: 6 % ➤ Ratio filles/garçons inscrits Cible: 1:1 	L'Infrastructure est inadaptées, tout comme la gestion des installations préscolaires ciblées La qualité de l'éducation est en péril dans les structures préscolaires, la plupart ne disposant pas d'enseignants qualifiés
Produit 4.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en temps voulu et en quantité suffisante aux écoles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de filles et de garçons bénéficiant d'une assistance alimentaire du PAM Cible: 50 000 ➤ Nombre d'écoles aidées par le PAM à la faveur du programme de repas scolaires Cible: 2026 ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, en pourcentage des chiffres prévus, par type d'aliments Cible: 100 % ➤ Nombre d'enfants d'âge préscolaire ou de structures préscolaires bénéficiant de l'appui du PAM dans le cadre d'activités de protection et de développement intégrés de la petite enfance, en pourcentage du nombre total Cible: 100 % 	Les capacités logistiques sont insuffisantes pour venir en aide aux écoles les plus reculées en cas d'intempéries
Composante 3: Appui à la nutrition et à la lutte contre le VIH		
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effet direct 5 Amélioration de l'état nutritionnel des femmes, des filles et des garçons ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence du retard de croissance chez les enfants de 6 à 23 mois ciblés Cible: 39 % Référence: 43 % ➤ Taux de récupération des bénéficiaires d'une supplémentation alimentaire, par groupe cible Cible: 90 % ➤ Pourcentage d'enfants de 6 à 23 mois qui reçoivent des produits alimentaires appartenant à au moins quatre groupes d'aliments Cible: 70 % 	La répétition de chocs liés à la météorologie a des effets défavorables sur l'état nutritionnel Le Gouvernement et le système des Nations Unies sont à même d'assurer des activités complémentaires



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Produit 5.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires, par type de bénéficiaires Supplémentation alimentaire (nutrition) Cible: 47 500 Supplémentaire alimentaire (traitements antirétroviral et antituberculeux) Cible: 17 000 ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, en pourcentage des quantités prévues, par type et catégorie Cible: 95 % (nutrition et traitements antirétroviral et antituberculeux) 	<p>Les centres de santé sont insuffisamment dotés en personnel et pâtissent de la forte rotation des prestataires de soins/infirmiers</p>
<p>Produit 5.2 Activités d'éducation en matière d'alimentation et de nutrition entreprises</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de centres de nutrition opérationnels Cible: 80 % ➤ Nombre de campagnes de nutrition entreprises pendant la saison de soudure Cible: 50 	<p>Les communautés ne participent pas suffisamment</p> <p>Toutes les parties prenantes apportent un appui solide, notamment le Gouvernement et les ONG</p>
<p>Effet direct 6 Amélioration de l'observance du traitement antirétroviral et du taux de réussite du traitement antituberculeux chez les cas ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de réussite du traitement antituberculeux Cible: 90 % ➤ Taux d'observance du traitement antirétroviral Cible: 90 % ➤ Taux de récupération nutritionnelle (usagers sous traitement antituberculeux ou antirétroviral) Cible: 80 % 	<p>Le Gouvernement assure un appui médical adéquat, grâce à la mise à disposition de médicaments, de matériel et de personnel de santé formé</p>
Produit 6.1 (voir produit 5.1)		
Composantes 1, 2 et 3 du programme de pays		
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
<p>Effet direct 7 Progression vers la mise en place de solutions au problème de la faim prises en charge par le pays²</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de capacité nationale, par solution au problème de la faim en matière de prévention des catastrophes, cible: 10 en matière d'alimentation scolaire, cible: 13 en matière de nutrition, cible: 13 	<p>Les partenaires et les parties prenantes ne s'impliquent pas suffisamment</p>

² Il s'agit notamment de la politique d'enrichissement des aliments, de la surveillance nutritionnelle et du renforcement des systèmes d'information concernant les enfants.

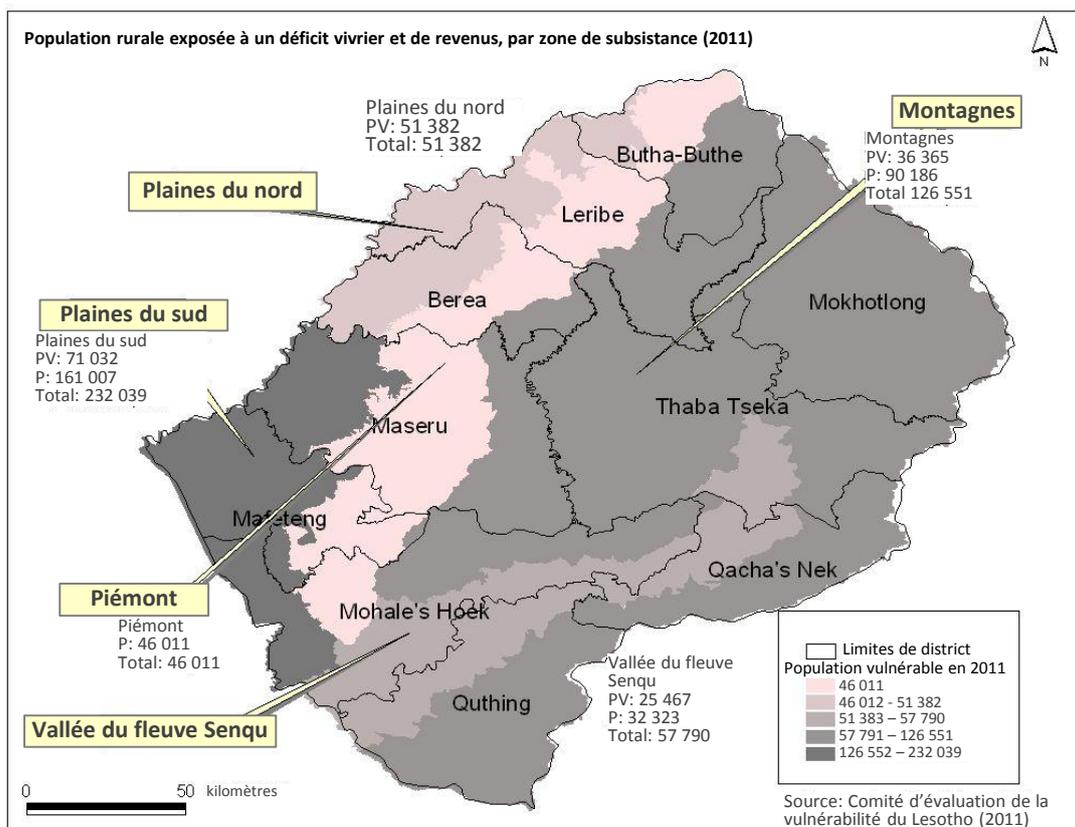
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Produit 7.1 Capacités et sensibilisation renforcées au moyen des actions menées par le PAM</p>	<p>➤ Dépenses consacrées par le PAM à l'assistance technique en vue de renforcer les capacités nationales Composante 1, cible: 250 000 dollars Composante 2, cible: 900 000 dollars Composante 3, cible: 180 000 dollars</p>	Le financement est insuffisant pour le projet
<p>Effet direct 8 Multiplication des possibilités de commercialisation au niveau national grâce aux achats effectués localement par le PAM à des conditions avantageuses</p>	<p>➤ Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays Composante 1, cible: 80 % Composante 2, cible: 63 % Composante 3, cible: 19 %</p>	Les marchés fonctionnent
<p>Produit 8.1 Produits alimentaires achetés localement</p>	<p>➤ Quantité de produits alimentaires achetés localement, par type Composante 1, cible: 3 600 tonnes Composante 2, cible: 6 238 tonnes Composante 3, cible: 3 600 tonnes</p>	Offre de produits alimentaires inadéquate
<p>Produit 8.2 (composante 3 uniquement) Données nutritionnelles concernant les usagers disponibles pour orienter (déployer) le programme</p>	<p>➤ Nombre de prestataires de soins formés à l'intégration des services nutritionnels dans les services cliniques ordinaires Cible: 350 ➤ Données agrégées sur les programmes nutritionnels intégrées dans les systèmes d'information de gestion en matière de santé 1=non intégrées; 2=partiellement intégrées; 3=intégrées Cible: 3</p>	Intégration par les institutions gouvernementales des programmes de nutrition, notamment la gestion des données, dans les programmes existants

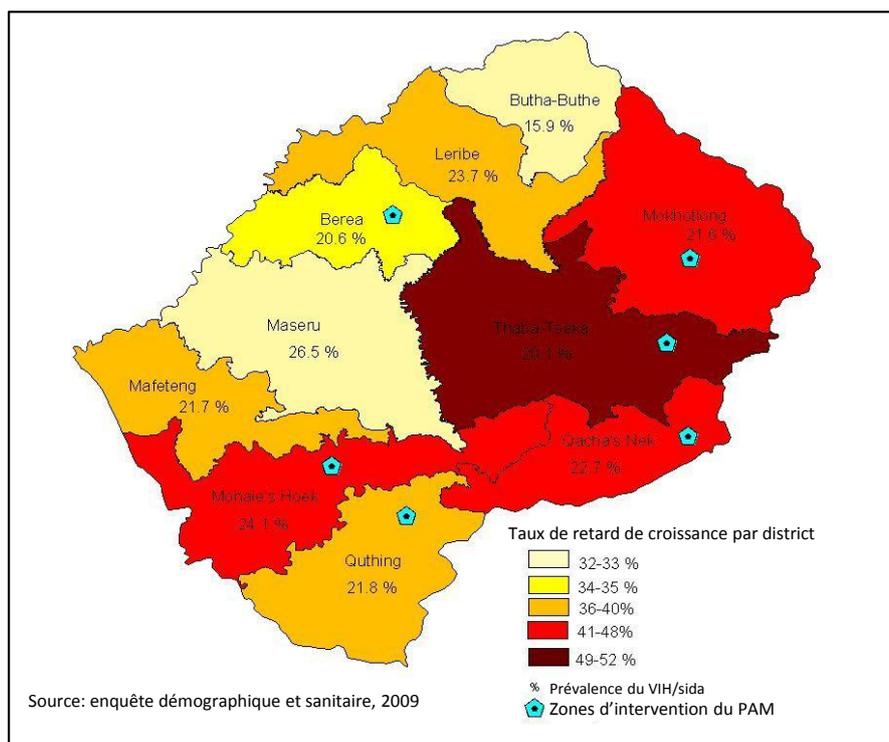


ANNEXE III

POPULATION VULNÉRABLE PAR ZONE ÉCOLOGIQUE (2011)



PRÉVALENCE DU VIH ET DU RETARD DE CROISSANCE PAR DISTRICT ET PAR DISTRICT CIBLÉ PAR LE PAM



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

DOTS	traitement de brève durée sous surveillance directe
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
MERET	gestion des ressources environnementales en vue de favoriser la transition vers des moyens de subsistance durables
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PVVIH	personne vivant avec le VIH
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance